

## **YMAGIS**

Société anonyme au capital de 1 623 882,75 €  
Siège social : 106-108 rue La Boétie – 75008 Paris  
499 619 864 RCS Paris

### **Rapport financier semestriel**

#### **Semestre clos le 30 juin 2013**

**(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier  
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)**

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2013. Il est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société [www.ymagis.com](http://www.ymagis.com).

### **Sommaire**

- I. Attestation du Responsable
- II. Rapport semestriel d'activité
- III. Comptes semestriels consolidés condensés
- IV. Rapport des Commissaires aux comptes

**I. Attestation du responsable**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés du premier semestre 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2013.

Le 30 août 2013



**Jean MIZRAHI**

**Président Directeur Général**

## II. Rapport semestriel d'activité

### 1. Les chiffres clés du semestre commentés & description de la situation financière du Groupe

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe YMAGIS sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 s'établit à 20,0 M€ contre 17,7 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012, en hausse de 13,0%.

Cette croissance résulte de la forte croissance du chiffre d'affaires du secteur d'activité VPF, en hausse de 25,3% à 12,8 M€, tandis que le secteur des Services connaissait un recul de 3,5% à 7,3 M€, la très forte hausse des activités Laboratoire (+39,8% à 2,2 M€) et Infogérance & Maintenance (+48,7% à 1,6 M€) ne compensant que partiellement la baisse des ventes & installation de matériel de projection digital, dont le chiffre d'affaires s'établissait à 3,5 M€ au 30 juin 2013, en recul de 28,6%.

A l'exception des Ventes & Installation de matériel, toutes les activités du Groupe présentent une croissance à deux chiffres d'une année sur l'autre au 1<sup>er</sup> semestre.

La croissance du chiffre d'affaires VPF s'explique par la progression du nombre de salles de cinémas déployées sous contrat VPF, qui progresse de 409 écrans<sup>1</sup> (+21,8%) d'une année sur l'autre, pour s'établir à 2 286 écrans au 30 juin 2013 contre 1 877 un an auparavant, et pour rappel 2 162 au 31 décembre 2012.

Le chiffre d'affaires de l'activité Ventes & Installation de matériel diminue pour sa part fortement de 28,6% à 3,5 M€, notamment sous l'effet, anticipé, de la baisse des ventes en France et au Benelux, pays où les parcs de salles sont désormais quasiment exhaustivement numérisés.

A l'inverse, le chiffre d'affaires Infogérance & Maintenance progresse de 48,7% à 1,6 M€, porté à la fois par le nombre de nouveaux cinémas déployés et des effets prix favorables, en partie lié à l'indexation prévue dans les contrats d'infogérance, ainsi que par la signature de nouveaux contrats de maintenance.

Enfin, les revenus du Laboratoire enregistrent une hausse de 39,8% à 2,2 M€, grâce à l'augmentation du nombre de copies numériques (DCP) acheminés par le Groupe au cours du semestre et au développement des prestations de post-production, alors même que les laboratoires de Barcelone et de Berlin ne sont pas encore ouverts au 30 juin 2013.

En termes de répartition géographique, la France, avec un chiffre d'affaire de 11,5 M€, en très légère progression d'une année sur l'autre, ne représente plus que 57% du chiffre d'affaires total du Groupe, contre 64% un an auparavant. Cette diminution du poids relatif de la France s'explique par la progression attendue des activités du Groupe en Allemagne et en Espagne, respectivement +43,3% à 4,6 M€ et +83,1% à 2,3 M€. Au Benelux, le chiffre d'affaires du Groupe progresse de +9,3% à 1,5 M€.

---

<sup>1</sup> Nota Bene : dans l'ensemble de ce document, et conformément aux usages de la filière cinématographique, les termes « écran » ou « salle » ou « salle de cinéma » sont employés indifféremment ; plus précisément et sauf lorsque le contexte indique clairement un autre sens, ils signifient des salles de cinémas dont les cabines de projection ont été ou seront selon le cas équipées de matériel de projection numérique.

Les achats consommés diminuent de 32,5% sur la période, à 2,5 M€ contre 3,7 M€, soit une économie pour le Groupe de 1,2 M€ essentiellement du fait du recul du chiffre d'affaires Ventes & Installation, activité la moins contributive du Groupe en termes de marge sur coûts variables.

Le poste Autres Achats et Charges Externes augmente quant à lui de 2,0 M soit 38,0%, pour moitié sous l'effet de l'augmentation du parc de salles VPF déployées par le Groupe sous le modèle Tiers Collecteurs<sup>2</sup> (+ 253 salles, soit +24,3% d'une année sur l'autre), qui génère une charge supplémentaire de contribution versées par YMAGIS aux exploitants concernés de 1,1 M€, et pour moitié en raison principalement des charges additionnelles enregistrées par le Groupe pour faire face au déploiement sur la période et à venir compte tenu de l'imminence de l'ouverture des laboratoires de Barcelone et de Berlin de ces activités de Laboratoire et d'Infogérance et de Maintenance.

Les charges de personnel s'élèvent 3,4 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 2,4 M€, soit une augmentation de +41,0%. Une partie de cette hausse, 143 K€, s'explique par la comptabilisation de la charge sur les BSPCE attribués aux salariés d'YMAGIS l'essentiel étant lié au renforcement au cours du semestre des équipes de management et opérationnelles du Groupe, tant en France qu'en Allemagne et en Espagne, en prévision notamment d'une nouvelle phase de développement des activités du Groupe. Ainsi, le nombre de collaborateurs permanents du Groupe s'établit à 116 personnes au 30 juin 2013, contre 77 un an auparavant et 90 au 31 décembre 2012.

Les dotations aux amortissements augmentent de 12,5%, à 3,8 M€ contre 3,3 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, essentiellement sous l'effet de l'augmentation d'une année sur l'autre des salles sous contrat VPF déployées selon le modèle Tiers Investisseurs<sup>3</sup>.

Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel courant progresse de 5,3% pour s'établir à 2,9 M€ contre 2,7 M€ au cours de la période précédente.

Le résultat financier s'améliore de 0,2 M€ soit +14,5%, pour s'établir à une charge nette de 1,2 M€ contre 1,4 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012. Ce résultat est obtenu grâce à la baisse du taux moyen pesant sur la dette de crédit-bail finançant les équipements de projection porté par le groupe dans le cadre du modèle Tiers Investisseurs, de 6,6% au premier semestre 2012 à 5,5% sur la période, par la baisse également du taux moyen de l'endettement du Groupe hors crédit-bail, ainsi que par la réduction des frais financiers liés aux obligations convertibles, converties début mai 2013 lors de

---

<sup>2</sup> Le financement des équipements de projection numérique permettant la perception de VPF par YMAGIS est décliné selon 2 modalités proposées par le Groupe pour répondre aux attentes spécifiques de chaque exploitant sous contrat VPF :

- le modèle Tiers Collecteur, dans lequel l'exploitant finance lui-même ses équipements et facture à YMAGIS une contribution comptabilisée par le Groupe en charges externes ;
- le modèle Tiers Investisseurs, dans lequel YMAGIS finance les équipements numériques généralement à travers de crédits-baux consentis par des organismes financiers, auxquels le Groupe reverse des loyers. Dans ce cas, YMAGIS facture à l'exploitant concerné, et comptabilise en chiffre d'affaires, une participation représentant la part de ce dernier dans le financement de l'équipement. Conformément aux normes IFRS, les loyers sont retraités en compte de résultat en charges financières pour la part correspondant aux frais financiers, et, au bilan en diminution de la dette pour la part représentative du capital, et les équipements correspondants inscrits à l'actif au bilan d'YMAGIS et amortis sur 8 ans.

Ces deux modèles de financement n'ont pas d'impact en termes de perception et de comptabilisation en chiffre d'affaires des VPF correspondantes, ni en termes de trésorerie, mais ils induisent une présentation différente des opérations dans le compte de résultat et au bilan.

<sup>3</sup> Le modèle Tiers Investisseur est brièvement explicité note 2 ci-dessus.

l'introduction en bourse d'YMAGIS, et par l'amélioration de la trésorerie du Groupe également liée à l'introduction en bourse.

Le résultat courant avant impôt s'établit ainsi sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013 à 1,638 M€ contre 1,287 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012, en progression de 27,3%.

Compte tenu d'une charge d'impôt de 0,660 M€ sur le semestre, le résultat net de la période progresse également de 27,3% pour s'établir à 0,978 M€ contre 0,768 M€ au 30 juin 2012, tandis que le résultat net part du groupe, après prise en compte de la part des intérêts minoritaires sur le résultat de notre filiale 3 Delux progresse de 8,1% pour s'établir à 0,955 M€.

L'endettement net du Groupe se réduit sensiblement, pour s'élever à 30,9 M€ au 30 juin 2013 contre 38,5 M€ au 31 décembre 2012, dont 34,1 M€ de crédit-bail liés aux salles déployées sous le modèle Tiers Investisseurs, contre 35,1 M€ au 31 décembre 2012. Cette amélioration résulte de l'introduction du groupe en bourse, qui lui a permis de lever 11,6 M€ de capitaux (9,9 M€ net des frais avant économie d'impôt) et de la baisse de la dette de crédit-bail, remboursée à hauteur de 3,4 M€ par le Groupe au cours de la période, alors que les nouveaux financements de ce type se sont élevés à 2,4 M€ sur les 6 premiers mois de l'année.

Le Groupe dispose très largement des moyens de ses ambitions avec une trésorerie au 30 juin 2013 de 11,4 M€, contre 5,2 M€ au 31 décembre 2012. Outre les éléments mentionnés au paragraphe précédent, les principaux mouvements expliquant cette variation de trésorerie concernent : la trésorerie générée par les opérations, soit 3,9 M€ après une variation de BFR défavorable de 3,0 M€, que le Groupe mettra tout en œuvre pour améliorer dans les mois qui viennent, le financement des investissements, essentiellement pour les nouveaux laboratoires, et de matériels de projection numérique non encore refinancés via des crédit-baux, à peu près à part égale pour 2,3 M€, le paiement des intérêts capitalisés liés aux obligations convertibles pour 2,4 M€ et des intérêts liés aux crédits baux pour 1,1 M€, tandis qu'à l'inverse le Groupe encaissait 1,2 M€ d'emprunts supplémentaires net des remboursements d'emprunts existants.

Cette situation financière solide permet à YMAGIS d'autofinancer très largement sa croissance organique et d'envisager sereinement la mise en œuvre de sa stratégie de croissance externe.

## **2. Opérations et événements importants du semestre**

Le semestre écoulé, clos le 30 juin 2013, a été marqué par les différents événements détaillés ci-dessous.

### **2.1. Introduction en bourse**

Ymagis SA, société mère du Groupe Ymagis, a été introduite avec succès le 30 avril dernier à la Bourse de Paris NYSE Euronext Paris, compartiment C. Cette introduction a eu plusieurs effets.

1 512 667 actions nouvelles, soit 23,3% du capital après augmentation de capital, ont ainsi été créées, au prix de 7,65 € chacune, représentant une augmentation de capital total de 11 571 903 €. Sur cette base, le Groupe Ymagis a été valorisé 49,7 M€ après augmentation de capital. Conséquence de cette introduction, les fonds propres du Groupe ont été renforcés de

10,4 M€ après prise en compte de 1,1 M€ de frais nets d'impôt (1,7 M€ avant impôt) liés à l'augmentation de capital, imputés sur la prime d'émission, lui donnant les moyens de poursuivre son ambition de devenir le leader européen des fournisseurs de technologies numériques aux salles de cinéma et aux distributeurs et producteurs de films, en lui permettant de procéder à des acquisitions ciblées de sociétés dans son secteur et / ou en renforçant ses équipes commerciales et de recherches et développement. Dans le même temps, et de manière concomitante à l'introduction en bourse, les obligations convertibles que détenaient les actionnaires de la société ont été dans leur totalité, aux rompus près, converties en actions de la société.

Enfin, 74 750 BSPCE donnant droit 299 000 actions ordinaires de la société YMAGIS SA, soit 4,6% du capital post introduction en bourse, ont été attribués aux salariés de la société. A la date des présentes, aucun BSPCE n'a été exercé.

## **2.2. Renforcement du potentiel commercial en Allemagne**

Afin de renforcer son potentiel commercial en Allemagne et d'être en mesure de bénéficier pleinement de la période d'équipement accéléré des salles allemandes en matière de projection numérique, le Groupe a ouvert dans la ville de Ratingen, dans la proximité immédiate de Düsseldorf, un nouveau bureau commercial et technique.

## **2.3. Analyse des nouveaux écrans déployés sous contrat VPF**

124 nouvelles salles, dont 71 selon le modèle Tiers Collecteur et 53 selon le modèle Tiers Investisseur, ont été déployées au cours de la période (409 depuis le 30 juin 2012), portant ainsi le nombre total de salles déployées fin juin 2013 à 2 286 (1 294 selon le modèle Tiers Collecteur et 992 selon le modèle Tiers Investisseur), pour un total de 2 659 salles signées à cette même date.

Cette hausse concerne principalement l'Allemagne et l'Espagne, tandis qu'autre fait marquant, les salles de cinéma sous contrat VPF en France ainsi qu'au Benelux sont désormais quasiment totalement numérisées, à l'instar des parcs de salles de ces pays.

## **2.4. Développement du TMS du Groupe**

Le Groupe a engagé au cours du premier semestre écoulé un effort résolu afin d'accélérer le développement d'une nouvelle version, très largement améliorée, de son TMS (*Theater Management System*), logiciel clé du cinéma numérique permettant de gérer, programmer et superviser l'ensemble des cabines d'un cinéma donné d'un seul et unique point central. Baptisée TMS Ymagis 2.0, cette nouvelle version a été déployée avec succès le jeudi 1er août 2013. D'autres évolutions importantes sont attendues pour le second semestre 2013.

## **2.5. Extension du laboratoire de Paris & création des laboratoires YMAGIS de Barcelone et Berlin**

Afin de renforcer la capacité du Groupe à devenir en Europe un acteur majeur de la post production numérique et de la duplication et de l'acheminement des copies numériques et de la gestion des clés de cryptage, le Groupe a par ailleurs consenti un important effort d'investissement afin d'une part d'agrandir et d'augmenter les capacités du laboratoire

numérique historique du Groupe rue de la Boétie à Paris, et d'autre part de créer ex-nihilo un deuxième laboratoire numérique à Barcelone et un troisième à Berlin.

## **2.6. Renforcement des équipes de management & opérationnelles du Groupe**

Le Groupe, afin de faire face à la croissance importante de ses activités au cours de ces dernières années et de préparer l'avenir, a décidé de renforcer ses structures de management et ses équipes opérationnelles avec l'embauche (net d'une dizaine départs) de 26 nouvelles personnes au cours du semestre, portant les effectifs d'Ymagis de 90 personnes fin décembre 2012 (et 77 fin juin 2012) à 116 collaborateurs.

## **2.7. Fin de l'incertitude fiscale en France concernant l'application de la TVA aux factures de VPF**

Au cours de l'exercice 2012, l'administration fiscale française s'était interrogée sur l'assujettissement des facturations de VPF (ou *contribution à la transition numérique*) à la TVA considérant que les flux de VPF pourraient correspondre à des subventions d'investissement.

Cette position, qui n'a jamais été appliquée par Ymagis n'a finalement pas été retenue et l'administration fiscale a confirmé, par rescrit du 7 mai 2013, que toutes les prestations de VPF étaient bien assujetties à la TVA.

Les distributeurs qui, dans l'attente d'une position définitive de l'administration fiscale, avaient cessé le paiement de la TVA jusqu'au 7 mai 2013 ont largement commencé à régulariser leur situation vis-à-vis de l'entreprise. Il en résulte une créance de TVA résiduelle sur les distributeurs d'un montant de € 214 milliers contre € 571 milliers au 31 décembre 2012.

## **3. Principales transactions entre parties liées – Rémunération de la direction**

Les relations entre le Groupe et les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont restées comparables à celles de l'exercice 2012. Aucune transaction inhabituelle significative, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de ce semestre.

Par ailleurs, ni les principes de rémunération de la Direction ni cette rémunération elle-même n'ont pas fait l'objet de changement notable au cours du semestre écoulé.

## **4. Évolution prévisible, incertitudes et facteurs de risque pour les six mois restants de l'exercice**

Les facteurs de risques auxquels l'entreprise est soumise sont détaillés dans le Document de Base publié en avril 2012, au paragraphe 4 de la présentation du groupe. L'appréciation du management sur la nature et le niveau des risques n'a pas changé au cours du semestre.

Dans le cadre de la stratégie mise en place par le groupe depuis quelques mois de maillage européen s'agissant de ses activités de post-production et de duplication / acheminement de copies numériques, les laboratoires de Barcelone et de Berlin deviendront totalement opérationnels au cours des prochains mois.

Pour la seconde partie de l'exercice 2013, malgré la prudence imposée par le contexte économique général, YMAGIS est confiant en sa capacité à continuer à assurer la croissance de son chiffre d'affaires ainsi qu'à améliorer la rentabilité de ses opérations.

La fin de l'exercice 2013 marquera par ailleurs le terme de la première étape de la vie du groupe, qui lui aura permis de devenir un des leaders de la transition numérique et d'occuper une place centrale dans la nouvelle économie numérique du cinéma en salles. Cette position et son positionnement sur toute la chaîne numérique devraient lui permettre de continuer à faire croître ses activités.

X X X



**III. Comptes semestriels consolidés condensés**

**YMAGIS**

**SA au capital de 1 623 883 Euros**

**RCS Paris B 499 619 864**

**106, rue La Boétie, 75008 Paris**

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES**

**au 30 juin 2013**

I.	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE.....	11
II.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	12
III.	ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE .....	13
IV.	ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	14
V.	ETAT DES FLUX DE TRESORERIE.....	15
VI.	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	16
	Note 1. Présentation de l'activité et du Groupe .....	16
	Note 2. Principaux évènements du semestre .....	16
	Note 3. Base de préparation des comptes consolidés .....	17
	3.1. Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'IASB .....	18
	3.2. Recours à des estimations.....	18
	Note 4. Information relative au périmètre de consolidation.....	19
	Note 5. Informations sectorielles .....	20
	Note 6. Présentation des états financiers .....	21
	6.1. Immobilisations corporelles .....	21
	6.2. Clients et autres actifs courants .....	22
	6.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	23
	6.4. Composition du capital et résultat par action.....	23
	6.5. Provisions .....	26
	6.6. Emprunts et passifs financiers.....	26
	6.7. Autres passifs non courants .....	28
	6.8. Fournisseurs et autres passifs courants .....	28
	6.9. Autres achats et charges externes .....	29
	6.10. Résultat financier.....	29
	6.11. Impôt sur les résultats.....	29
	Note 7. Informations relatives à la juste valeur des actifs et passifs financiers .....	31
	Note 8. Informations complémentaires.....	33
	8.1. Gestion des risques .....	33
	8.2. Engagements financiers et passifs éventuels.....	33
	8.3. Transaction avec les parties liées .....	34
	8.4. Evènements postérieurs à la clôture.....	34

## I. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

<i>En Milliers d'euros</i>	Notes	30-juin-13	31-déc-12
Immobilisations incorporelles		259	260
Immobilisations corporelles	6.1	41 618	41 749
Actifs financiers non courants		1 295	1 014
Impôts différés actifs		1 278	1 236
<b>Actifs non courants</b>		<b>44 451</b>	<b>44 259</b>
Stocks		1 158	1 424
Clients	6.2	15 601	11 910
Autres actifs courants	6.2	7 443	6 745
Actifs financiers courants		-	145
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.3	11 431	5 167
<b>Actifs courants</b>		<b>35 633</b>	<b>25 391</b>
<b>Total Actifs</b>		<b>80 083</b>	<b>69 650</b>
Capital social	6.4	1 624	986
Primes d'émission		15 272	2 914
Réserves et report à nouveau		1 419	2 022
Résultat net		955	2 015
<b>Capitaux propres part Groupe</b>		<b>19 270</b>	<b>7 937</b>
Intérêts non contrôlant		(0)	(23)
<b>Capitaux propres consolidés</b>		<b>19 270</b>	<b>7 914</b>
Provisions (part non courante)	6.5	552	452
Emprunts et passifs financiers (part non courante)	6.6	32 229	32 427
Avantages au personnel		107	86
Impôts différés passifs		-	-
Autres passifs non courants	6.7	1 348	1 339
<b>Passifs non courants</b>		<b>34 237</b>	<b>34 305</b>
Provisions (part courante)	6.5	-	10
Emprunts et passifs financiers (part courante)	6.6	10 070	11 260
Fournisseurs	6.8	4 998	5 481
Dette d'impôt sur les sociétés		417	379
Autres passifs courants	6.8	11 092	10 301
<b>Passifs courants</b>		<b>26 577</b>	<b>27 431</b>
<b>Total Passifs et Capitaux propres</b>		<b>80 083</b>	<b>69 650</b>

## II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En Milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>30-juin-12</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>20 042</b>	<b>17 733</b>
Achats consommés		(2 499)	(3 704)
Autres achats et charges externes	6.9	(7 445)	(5 396)
Impôts et taxes		(113)	(89)
Charges de personnel		(3 404)	(2 415)
Autres produits opérationnels courants		185	65
Autres charges opérationnelles courantes		(134)	(122)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(3 765)	(3 347)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>2 869</b>	<b>2 725</b>
Autres produits		-	-
Autres charges		-	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>2 869</b>	<b>2 725</b>
Coût de l'endettement financier brut		(1 282)	(1 450)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-	-
<b>Coût de l'endettement net</b>		<b>(1 282)</b>	<b>(1 450)</b>
Autres produits financiers		54	19
Autres charges financières		(3)	(8)
<b>Résultat financier</b>	6.10	<b>(1 231)</b>	<b>(1 439)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>1 638</b>	<b>1 287</b>
Impôts sur les résultats	6.11	(660)	(519)
<b>Résultat net de la période</b>		<b>978</b>	<b>768</b>
Part attribuable aux intérêts non controlants		(23)	115
<b>Résultat net de la période - Part attribuable aux actionnaires d'YMAGIS</b>		<b>955</b>	<b>883</b>
Résultat par action	6.4	0,20	0,90
Résultat dilué par action	6.4	0,17	0,75

### III. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>30-juin-12</b>
<b>Résultat net consolidé (Part du Groupe)</b>	<b>955</b>	<b>883</b>
Intérêts non contrôlant	23	(115)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>978</b>	<b>768</b>
Gains (pertes) actuariels relatifs aux avantages du personnel	-	(7)
Effet d'impôt	-	3
<b>Eléments non reclassables en résultat</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>
<b>Eléments reclassables en résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat global consolidé</b>	<b>978</b>	<b>764</b>
Dont part Groupe	955	879
Dont part des intérêts non contrôlant	23	(115)

## IV. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>En Milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultat	Titres auto détenus	Avantages au personnel	Total part Groupe	Intérêts non contrôlant	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>31 décembre 2011</b>	<b>986</b>	<b>2 914</b>	<b>2 038</b>		<b>(8)</b>	<b>5 930</b>	<b>114</b>	<b>6 044</b>
Résultat net			883			883	(115)	768
Autres éléments du résultat global					(4)	(4)		(4)
Autres variations						-		-
<b>30 juin 2012</b>	<b>986</b>	<b>2 914</b>	<b>2 921</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>6 808</b>	<b>(3)</b>	<b>6 804</b>
<b>31 décembre 2012</b>	<b>986</b>	<b>2 914</b>	<b>4 053</b>		<b>(17)</b>	<b>7 937</b>	<b>(23)</b>	<b>7 914</b>
Augmentation de Capital	260	11 150	162			11 572		11 572
Conversion des obligations remboursables en action	378	2 352	(2 730)			-		-
Imputation des frais d'émission net d'impôt		(1 144)				(1 144)		(1 144)
Résultat net			955			955	23	978
Opérations sur actions propres				(190)		(190)		(190)
Païement en actions			143			143		143
Autres variations			(2)			(2)		(2)
<b>30 juin 2013</b>	<b>1 624</b>	<b>15 272</b>	<b>2 581</b>	<b>(190)</b>	<b>(17)</b>	<b>19 270</b>	<b>(0)</b>	<b>19 270</b>

## V. ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

En Milliers d'euros	Notes	30-juin-13	30-juin-12
Résultat net de la période		978	767
Amortissements et provisions		3 764	3 240
(Plus) / Moins-value de cession		88	69
Autres charges et produits d'exploitation sans effet sur la trésorerie		(15)	1
Charge d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisée		660	519
Impôts sur les frais d'émission		572	-
Charges et produits liés aux BSPCE		143	-
Variation des intérêts sur obligations convertibles		235	239
Autres charges financières		(111)	13
Charges d'intérêts décaissées		1 145	1 198
Marge brute d'autofinancement		7 459	6 047
Variation du Besoin en Fond de Roulement		(3 017)	(1 344)
Variation des actifs financiers non courants liés à l'activité		(279)	(194)
Impôts payés		(295)	(764)
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		<b>3 869</b>	<b>3 745</b>
Incidence des acquisitions de filiales		-	-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(95)	(34)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(2 306)	(1 953)
Cessions d'immobilisations		31	-
Variation nette des actifs financiers		142	(125)
<b>Flux de trésorerie liés aux investissements</b>		<b>(2 227)</b>	<b>(2 112)</b>
Augmentation et réduction de capital	IV.	11 572	-
Frais d'émission		(1 717)	-
Dividendes payés		-	-
Variation nette des autres dettes financières courantes		680	214
Souscription / Remboursements d'emprunts relatifs à des locations financement		(3 423)	(2 730)
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(190)	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme		1 426	1 928
Remboursements d'emprunts long terme		(178)	(191)
Remboursement des intérêts d'obligations convertibles		(2 399)	-
Charges d'intérêts décaissées		(1 145)	(1 198)
<b>Flux de trésorerie liés aux financements</b>		<b>4 627</b>	<b>(1 977)</b>
<b>Flux nets de trésorerie de la période</b>		<b>6 269</b>	<b>(345)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie début de période	6.3	5 162	3 337
Trésorerie et équivalents de trésorerie fin de période	6.3	11 431	2 992
<b>Variation de la Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>6 269</b>	<b>(345)</b>

Conformément à IAS 7-44, les investissements financés par des contrats de location financière, retraités dans l'état de la situation financière, pour respectivement € 4 608 milliers et € 2 386 milliers au 30 juin 2012 et 30 juin 2013, ne sont pas présentés ni dans les flux d'investissement ni dans les flux de financement.

## **VI. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES**

### **Note 1. Présentation de l'activité et du Groupe**

YMAGIS est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est à Paris, 106 rue de la Boétie.

YMAGIS s'est imposé comme un intervenant majeur du développement du cinéma numérique en Europe, en développant une offre de service complète (financement, vente, mise en place, maintenance et infogérance des équipements de projection) et en s'orientant vers des métiers à forte valeur ajoutée (duplication et acheminement des contenus par voie physique ou dématérialisée, post-production, etc.)

Le Groupe est constitué à ce jour de dix sociétés. Il est présent dans trois pays (France, Espagne et Allemagne) et exerce son activité dans sept pays européens ainsi qu'au Maroc.

### **Note 2. Principaux événements du semestre**

Le semestre écoulé, clos le 30 juin 2013, a été marqué par les différents événements détaillés ci-dessous.

Ymagis SA, société mère du Groupe Ymagis, a été introduite avec succès le 30 avril dernier à la Bourse de Paris NYSE Euronext Paris, compartiment C.

1 512 667 actions nouvelles, soit 23,3% du capital après augmentation de capital, ont été créées à cette occasion prix de € 7,65 chacune, représentant une augmentation de capital total de € 11 571 903. Sur cette base, le Groupe Ymagis a été valorisé € 49,7 million après augmentation de capital. Les fonds propres du Groupe ont ainsi été renforcés de € 10,4 millions, après imputation sur la prime d'émission de € 1,1 million de frais nets d'impôt liés à l'augmentation de capital. Cette augmentation de ses fonds propres donne au Groupe les moyens de poursuivre son ambition de devenir le leader européen des fournisseurs de technologies numériques aux salles de cinéma et aux distributeurs et producteurs de films, en lui permettant de procéder à des acquisitions ciblées de sociétés dans son secteur et / ou en renforçant ses équipes commerciales et de recherches et développement.

Concomitamment, les obligations convertibles que détenaient les actionnaires historiques d'YMAGIS ont été dans leur totalité, aux rompus près, converties en actions de la société. Enfin, préalablement à l'introduction en bourse, 74 750 BSPCE donnant droit 299 000 actions ordinaires d'YMAGIS SA ont été attribués aux salariés de la société.

Au cours de l'exercice 2012, l'administration fiscale française s'était interrogée sur l'assujettissement des facturations de VPF à la TVA considérant que les flux de VPF pourraient correspondre à des subventions d'investissement. Cette position, qui n'a jamais été appliquée par



Ymagis n'a finalement pas été retenue et l'administration fiscale a confirmé par rescrit du 7 mai 2013 que les prestations de VPF devaient être assujetties à la TVA.

Dans l'attente d'une position définitive, certains distributeurs qui avaient cessé le paiement de la TVA jusqu'au 7 mai 2013 sont en train de régulariser leur situation vis-à-vis de l'entreprise. Il en résulte une créance de TVA résiduelle sur les distributeurs d'un montant de € 214 milliers contre € 571 milliers au 31 décembre 2012.

### **Note 3. Base de préparation des comptes consolidés**

Les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe YMAGIS ont été établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'approuvées par l'Union européenne qui incluent la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire».

Ces normes comptables internationales approuvées par l'Union européenne sont disponibles sur le site suivant : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm) .

Ces comptes consolidés semestriels condensés doivent être lus en association avec les états financiers consolidés annuels IFRS 2012 du Groupe.

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe sont identiques à celles adoptées lors de la préparation des états financiers consolidés annuels IFRS du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et sont décrites dans la Note 3 des états financiers consolidés annuels 2012, à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables de manière obligatoire à compter du 1er janvier 2013 et de la norme IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions, qui se trouve applicable pour la première fois.

Par ailleurs, suite à l'entrée en vigueur du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), le Groupe comptabilise ce crédit comme une subvention (IAS 20). Il vient en diminution des charges de personnel.

Le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés au 30 juin 2013 lors de sa séance du 30 août 2013.

Ces états financiers consolidés incluent les états financiers consolidés d'YMAGIS SA et de ses filiales ("le Groupe YMAGIS") et ont été arrondis en milliers d'euros, l'euro étant la monnaie fonctionnelle d'YMAGIS SA, société mère du Groupe et de l'intégralité de ses filiales et la monnaie de présentation du Groupe YMAGIS.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat : créances commerciales dont l'échéance est supérieure à 12 mois et les valeurs mobilières de placement.

### **3.1. Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'IASB**

#### **Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2013**

Les normes, amendements ou interprétations publiées et applicables au 1er janvier 2013 n'entraînent pas de changement sur les comptes consolidés condensés au 30 juin 2013, à l'exception de l'amendement à la norme suivante :

- L'amendement de la norme IAS1 prévoit une présentation distincte des gains et pertes enregistrés en capitaux propres, selon qu'ils sont ou non recyclables en compte de résultat. Le Groupe a appliqué cette présentation sur les comptes semestriels au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012.

La norme IFRS 13, qui définit les règles de détermination de la juste valeur et les informations méthodologiques à fournir en annexe lorsque la juste valeur est utilisée, n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe. Cette norme, d'application prospective, n'a pas d'effet sur le périmètre d'application de la juste valeur. Les précisions sur la norme n'ont pas d'incidences sur les évaluations à la juste valeur.

Le Groupe n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation. Aucun impact significatif au titre de ces évolutions réglementaires sur les comptes consolidés du Groupe n'est à prévoir.

### **3.2. Recours à des estimations**

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. La principale estimation porte sur la durée d'amortissement des immobilisations corporelles.

L'estimation de la variation des engagements envers le personnel a été projetée sur la base des informations au 31 décembre 2012.

La charge d'impôt est déterminée en utilisant le taux d'impôt effectif estimé à fin décembre.

Les montants définitifs pourraient être différents de ces estimations.

Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

## Note 4. Information relative au périmètre de consolidation

YMAGIS, maison mère du Groupe est une société anonyme (SA) enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 106, rue La Boétie - 75008 PARIS.

Le périmètre de consolidation du Groupe YMAGIS est le suivant :

Nom de l'entité	Pays	Activité	% d'intérêt
<b>Filiales consolidées par intégration globale</b>			
Ymagis SA (société-mère)	France	(1)	
3 Delux SAS	France	(2)	51%
Ymagis Engineering Services SAS (YES)	France	(3)	100%
Ymagis UGC France SARL	France	(1)	100%
Ymagis UGC Espagne SARL	France	(1)	100%
Ymagis UGC Belgique SARL	France	(1)	100%
Ymagis UGC Italie SARL	France	(1)	100%
Ymagis Deutschland GmbH	Allemagne	(1)	100%
Ymagis Systemhaus GmbH	Allemagne	(3)	100%
Ymagis Spain SLU	Espagne	(1)	100%
<b>Entreprises sous contrôle conjoint consolidées par intégration proportionnelle</b>			
Néant			
<b>Entreprises associées mises en équivalence</b>			
Néant			

### Détail des activités :

- (1) Assistance et financement de la transition numérique pour les exploitants des salles de cinéma ; services de post production et acheminement des contenus par voie physique ou dématérialisée.
- (2) Vente et location de lunettes 3D.
- (3) Vente, installation, maintenance, entretien et infogérance de matériel de projection numérique pour les salles de cinéma.

## Note 5. Informations sectorielles

En application d'IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Président du Conseil d'Administration d'YMAGIS SA, principal décideur opérationnel du Groupe. Les secteurs opérationnels sont suivis individuellement en termes de reporting interne, suivant des indicateurs communs.

Les secteurs d'activité du Groupe se décomposent en:

- « Virtual Print Fee (VPF) » : financement et gestion du VPF pour les cinémas sous contrat VPF avec YMAGIS.
- « Services » : installation et gestion du matériel de projection installé pour les exploitants, duplication et acheminement dans les salles de cinéma des copies numériques et travaux de post-production pour les distributeurs et / ou les producteurs de contenus.

La répartition par secteur d'activité de certains agrégats du compte de résultat consolidé est la suivante :

En Milliers d'euros	30-juin-13				30-juin-12			
	Virtual Print Fee	Services	Holding	Total	Virtual Print Fee	Services	Holding	Total
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>12 756</b>	<b>7 286</b>	-	<b>20 042</b>	<b>10 182</b>	<b>7 551</b>	-	<b>17 733</b>
Coûts directs	(4 886)	(5 590)	-	(10 476)	(3 644)	(5 695)	-	(9 339)
<b>Marge sur coûts directs</b>	<b>7 870</b>	<b>1 695</b>	-	<b>9 566</b>	<b>6 538</b>	<b>1 856</b>	-	<b>8 394</b>
Coûts indirects	(1 772)	(1 159)	-	(2 931)	(1 223)	(1 093)	(6)	(2 322)
Dotation nette amort. et prov. d'exploitation	(3 342)	(423)	-	(3 765)	(2 809)	(345)	(193)	(3 347)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>2 756</b>	<b>113</b>	-	<b>2 869</b>	<b>2 506</b>	<b>418</b>	<b>(199)</b>	<b>2 725</b>
Autres produits et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 756</b>	<b>113</b>	-	<b>2 869</b>	<b>2 506</b>	<b>418</b>	<b>(199)</b>	<b>2 726</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 391)</b>	<b>38</b>	<b>122</b>	<b>(1 231)</b>	<b>(1 247)</b>	<b>10</b>	<b>(202)</b>	<b>(1 439)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>1 366</b>	<b>151</b>	<b>122</b>	<b>1 638</b>	<b>1 259</b>	<b>428</b>	<b>(401)</b>	<b>1 287</b>
Impôts sur les résultats	-	-	-	(660)	-	-	-	(519)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>978</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>768</b>
Intérêts non contrôlant	-	-	-	(23)	-	-	-	115
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>955</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>883</b>

La marge sur coûts directs correspond à la marge dégagée après prise en compte des coûts affectés à chacune des activités incluant notamment les achats et charges externes et les coûts de personnel.

La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

<i>En Milliers d'euros</i>	30-juin-13		30-juin-12	
	Montant	%	Montant	%
France	11 515	57%	11 433	64%
Allemagne	4 650	23%	3 246	18%
Espagne	2 276	11%	1 243	8%
Benelux	1 549	8%	1 417	7%
Autres	52	0%	394	2%
Chiffre d'affaires	20 042	100%	17 733	100%

## Note 6. Présentation des états financiers

### 1. Immobilisations corporelles

<i>En Milliers d'euros</i>	Installations spécifiques	Autres immob. Corporelles (1)	Actifs en location- financement (2)	Immob. en cours	Total
----------------------------	------------------------------	-------------------------------------	--	--------------------	-------

#### Valeur brute

Au 31 décembre 2012	223	6 172	45 763	276	52 433
Augmentations	50	2 193	956	332	3 531
Reclassement (3)	-	(1 154)	1 430	(276)	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	-	(126)	-	-	(126)
Au 30 juin 2013	272	7 084	48 148	332	55 836

#### Amortissements et pertes de valeur

Au 31 décembre 2012	(92)	(1 576)	(9 015)	-	(10 683)
Dot. aux amortissements	(13)	(544)	(3 013)	-	(3 570)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-
Sorties	-	35	-	-	35
Au 30 juin 2013	(105)	(2 084)	(12 028)	-	(14 218)

#### Valeur nette

Au 31 décembre 2012	131	4 596	36 747	276	41 749
Au 30 juin 2013	167	5 000	36 120	332	41 618

(1) les autres immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel de projection exploitant, de matériels audio vidéo, d'agencements et de kits 3D.

(2) les actifs en location-financement correspondent aux équipements et matériel de projection numérique financés par un crédit-bail dans le cadre du schéma Tiers Investisseur.

(3) les reclassements regroupent

- i. Les mouvements entre les immobilisations en cours et les autres immobilisations corporelles pour € 276 milliers.
- ii. Les mouvements entre les autres immobilisations corporelles et les actifs en location financement pour € 1 430 milliers.

## 2. Clients et autres actifs courants

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>31-déc-12</b>
<b>Clients</b>	<b>15 601</b>	<b>11 910</b>
Créances sociales	41	89
Créances fiscales	5 432	5 165
Débiteurs divers	222	652
Avances et charges constatées d'avance	1 748	840
<b>Autres actifs courants</b>	<b>7 443</b>	<b>6 745</b>

Le Groupe dispose au 30 juin 2013 d'une ligne d'affacturage (France et Export) et d'une ligne Dailly. Dans le cadre de ces contrats, le montant brut des créances cédées au factor s'élève à € 3 469 milliers au 30 juin 2013 et € 2 596 milliers au 31 décembre 2012. Le Groupe conserve l'essentiel des risques et avantages des créances clients cédées. Par conséquent, les créances sont maintenues à l'actif.

Les créances fiscales correspondent à de la tva pour respectivement € 4 881 milliers et € 4 773 milliers au 31 décembre 2012 et 30 juin 2013.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2012, l'administration fiscale française s'était interrogée sur l'assujettissement des facturations de VPF à la TVA considérant que les flux de VPF pourraient correspondre à des subventions d'investissement. Cette position, qui n'a jamais été appliquée par Ymagis n'a finalement pas été retenue et l'administration fiscale a confirmé par rescrit du 7 mai 2013 que les prestations de VPF devaient être assujetties à la TVA.

Dans l'attente d'une position définitive, certains distributeurs qui avaient cessé le paiement de la TVA jusqu'au 7 mai 2013 sont en train de régulariser leur situation vis-à-vis de l'entreprise. Il en résulte une créance de TVA résiduelle sur les distributeurs d'un montant de € 214 milliers contre € 571 milliers au 31 décembre 2012.

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>31-déc-12</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 431	5 167
Découverts bancaires	-	(5)
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>11 431</b>	<b>5 162</b>

La trésorerie inclut pour € 487 milliers et € 730 milliers respectivement au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012 des sommes relatives aux encaissements de VPF nets des loyers versés aux crédit-bailleurs dans le cadre d'un contrat de location-financement. Ces montants font l'objet d'un nantissement en garantie auprès des organismes de financement concernés (la « Cash Reserve »).

De plus, tant que la Cash Reserve ne s'élève pas à € 4 130 milliers, la société s'est engagée à ne pas distribuer de dividende. Cependant, conséquence de l'introduction en bourse, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions, YMAGIS a obtenu des banques concernées l'accord formel de pouvoir distribuer un dividende même si le montant de la Cash Reserve n'atteint pas ce dernier montant.

### 4. Composition du capital et résultat par action

	<b>30-juin-13</b>	<b>31-déc-12</b>
Nombres d'actions	6 495 531	985 718
Valeur nominale	0,25	1,00
Capital social en euros	1 623 883	985 718

Le capital de la société est désormais constitué de 6 495 531 actions. Parmi ces actions, 3 942 872 actions, détenues depuis plus de deux ans par les actionnaires historiques d'Ymagis, confèrent un droit de vote double.

Par ailleurs, au 30 juin 2013, 26 899 actions sont des actions d'autocontrôle détenues par la société.

Au cours de la période le capital de la société a évolué de la façon suivante :

	En circulation	Après instruments dilutifs
Nombre d'actions au 1er janvier 2013	985 718	1 375 720
Division par 4 du nominal	2 957 154	4 127 160
<b>Nombre d'action apres division du nominal</b>	<b>3 942 872</b>	<b>5 502 880</b>
Emission de BSPCE le 25 mars 2013		299 000
Conversion des OC sur la base 8 pour 3 le 30 avril 2013	1 039 992	(520 016) (*)
Emission d'actions nouvelles dans le cadre de l'introduction en bourse le 2 mai 2013	1 512 667	1 512 667
Actions d'autocontrôle détenues via le contrat de liquidité	(26 899)	(26 899)
<b>Nombre d'action au 30 juin 2013</b>	<b>6 468 632</b>	<b>6 767 632</b>
<b>Nombre d'action moyen sur le premier semestre 2013</b>	<b>4 789 275</b>	<b>5 978 781</b>

(\*) dans la mesure où la conversion a été initiée par l'émetteur, la conversion a donné lieu à 1 039 992 actions au lieu des 1 560 008 actions qui auraient été émises si les porteurs avaient initié la conversion.

En Euros	30-juin-13	30-juin-12
<b>Résultat non dilué par action</b>	<b>0,20</b>	<b>0,90</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat non dilué par action	954 885	882 598
Nombre moyen pondéré d'actions	4 789 275	985 718
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0,17</b>	<b>0,75</b>
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action	954 885	882 598
Charge d'intérêt nette d'impôt sur les Obligations Convertibles	68 194	142 326
Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	1 023 078	1 024 924
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	5 978 781	1 375 720

La comparaison des résultats par actions 2012 et 2013 nécessite d'intégrer la division par 4 du nominal intervenu début 2013. Sur cette base, le résultat par action 2012 non dilué s'établit à 0,225 Euros par action et le résultat par action 2012 dilué s'établit à 0,19 Euros.

#### Attribution de Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (« BSPCE »)

L'assemblée générale extraordinaire du 25 mars 2013 a autorisé la distribution de 74 750 BSPCE donnant droit à 299 000 actions ordinaires de la société YMAGIS SA dans la mesure où l'exercice de chaque bon donne droit à la souscription de 4 actions ordinaires de la société.

Ces BSPCE ont été attribuées par le conseil d'administration du 25 mars 2013 en vertu de la délégation de l'assemblée générale. Le nombre de BSPCE attribués s'élève à 74 750. Les mandataires sociaux sont bénéficiaires à hauteur de 35 000 BSPCE ouvrant droit à 140 000 actions. Les 10 salariés les mieux lotis ont reçus 20 000 BSPCE ouvrant droit à 80 000 actions.



Les conditions d'attribution de ces BSPCE ne comportent pas de condition de performance. Les BSPCE sont acquis par quart chaque année à compter du 25 mars 2013 pour les salariés de plus de 2 ans d'ancienneté à cette même date et par quart chaque année à compter de la date anniversaire des 2 ans d'ancienneté pour les autres salariés.

Ces BSPCE peuvent être exercés pendant 6 ans à compter de leur date d'attribution soit jusqu'au 25 mars 2019 pour un prix fixe de € 19,12, soit € 4,78 par action souscrite lors de l'exercice de chaque bon. En cas de démission, les BSPCE acquis à cette date peuvent être exercés. Les actions acquises par exercice des BSPCE sont incessibles jusqu'au 25 mars 2015.

A la date du 30 juin 2013, aucun BSPCE n'a été exercé.

Dans le cadre de la norme IFRS 2, une évaluation des BSPCE a été effectuée par un tiers indépendant en application du modèle Black & Scholes. Compte tenu des délais d'allotissement des BSPCE, la valeur des BSPCE s'établit à € 7,96 pour les 2 premières tranches, à € 8,40 pour la 3<sup>ème</sup> tranche et € 8,84 pour la 4<sup>ème</sup> tranche, compte tenu d'une maturité estimée de 3,5 ans pour les tranches 1 et 2, 4 ans pour la 3<sup>ème</sup> tranche et 4,5 ans pour la 4<sup>ème</sup> tranche.

Les principales hypothèses utilisées pour cette évaluation sont les suivantes :

- Décote de 10% sur la valeur de l'action estimée au 25 mars 2013
- Volatilité estimée sur la base de la volatilité actuelle d'EURONEXT C à 55%
- Rendement des dividendes : 2,25%
- Taux sans risque compris entre 0,3% et 0,5 %
- Taux turn over historique constaté du personnel : 2,86%.

Sur ces bases et conformément à la norme IFRS 2, la charge comptabilisée au 30 juin 2013 s'élève à € 143 milliers correspondant à 79 532 actions acquises sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, présentée en charges de personnel en contrepartie des réserves. Ce montant représente 25% de la charge globale attendue.

## 5. Provisions

<i>En Milliers d'euros</i>	Provision pour garanties données	Autres provisions	Total
<b>31 décembre 2012</b>	<b>361</b>	<b>102</b>	<b>463</b>
Dotations	132	2	134
Utilisations	-	(9)	(9)
Reprises	-	-	-
Effet de l'actualisation / modification du taux	(36)	-	(36)
<b>Impact sur le résultat de la période</b>	<b>96</b>	<b>(7)</b>	<b>89</b>
<b>30 juin 2013</b>	<b>457</b>	<b>95</b>	<b>552</b>
Dont part courante	-	-	-
Dont part non courante	457	95	552

## 6. Emprunts et passifs financiers

<i>En Milliers d'euros</i>		30-juin-13	31-déc-12
Intérêts sur autres dettes financières		333	327
Emprunts auprès des établissements de crédit	(1)	3 025	1 676
Lignes de crédit	(1)	822	822
Dettes liées aux contrats de location-financement		55	94
Dettes liées aux contrats de location-financement Tiers investisseurs	(3)	27 644	29 158
Emprunts et dettes financières diverses	(1)	350	350
<b>Emprunts et passifs financiers (part non courante)</b>		<b>32 229</b>	<b>32 427</b>
Intérêts sur emprunt obligataire convertible		-	2 285
Emprunts auprès des établissements de crédit	(1)	151	234
Dettes liées aux contrats de location-financement		84	98
Dettes liées aux contrats de location-financement Tiers investisseurs	(3)	6 488	5 959
Mobilisation de créances	(2)	3 219	2 539
Comptes courants hors groupe		108	108
Concours bancaires courant		-	5
Concours bancaires (intérêts courus non échus)		19	32
<b>Emprunts et passifs financiers (part courante)</b>		<b>10 070</b>	<b>11 260</b>
<b>Total</b>		<b>42 299</b>	<b>43 688</b>

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, la dette financière évolue essentiellement sous les effets conjugués :

- Des remboursements nets intervenus sur les financements de matériel obtenus auprès des organismes de crédit-bail dans le cadre du modèle Tiers Investisseur. L'effet sur la

dette financière nette du Groupe est de € (985) milliers au 30 juin 2013, constitués de nouveaux contrats pour € 2 386 milliers et de remboursements pour € 3 371 milliers

- De l'augmentation des financements court terme obtenus dans le cadre des cessions de créances commerciales. L'effet sur la dette financière du Groupe est de € 680 milliers au 30 juin 2013.
- Du remboursement d'un emprunt sur la période à hauteur de € 84 milliers.
- De la souscription d'un nouvel emprunt pour un montant net du dépôt de garanti de € 1 419 milliers.

(1) Les termes et conditions des emprunts en cours hors crédit-baux sont les suivants :

En Milliers d'euros	taux d'intérêt	Année d'échéance	Valeur d'origine	Valeur comptable 30-juin-2013	Montant disponible
Emprunts auprès des établissements de crédit	Euribor 1 mois + 4% l'an	2015	550	343	(a)
	Euribor 1 mois + 3,2% l'an	2013	500	14	(b)
	Variation TME (base 08/12) + 4,67% l'an	2018	150	150	(*)
	Variation TME (base 08/12) + 5,37% l'an	2019	1 250	1 250	(*)
	Variation TME (base 08/12) + 4,33% l'an	2020	1 500	1 419	(*)
<b>Total</b>			<b>3 950</b>	<b>3 176</b>	
Emprunts et dettes financières diverses	4% l'an (intérêts capitalisés)	2019	350	350	
Lignes de crédit	16,5% l'an (intérêts capitalisés)	2019	6 350	822	448 (c)
<b>Total Emprunts</b>			<b>10 650</b>	<b>4 348</b>	<b>448</b>

(\*) TME : Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat

(a) Cet emprunt a fait l'objet d'une opération de garantie de taux qui protège la société si l'Euribor 1 mois passe au dessus de 2%, moyennant une prime de € 10 milliers. Dans la mesure où la valeur du CAP est non significative au 30 juin 2013, aucun retraitement n'a été effectué.

(b) Emprunt bénéficiant d'une garantie d'YMAGIS SA en tant que maison mère.

(c) Les lignes de crédit sont plafonnées au montant des créances commerciales, non actualisées, figurant dans les actifs financiers non courants.

(2) Mise en place de contrats de Dailly et d'affacturage d'un plafond de € 4 500 milliers sous réserve de l'existence des créances. Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 les utilisations de ces lignes s'élèvent à respectivement € 3 219 milliers et € 2 539 milliers, soit l'intégralité du portefeuille des créances cessibles.

(3) Valeur actuelle nette de la dette de location-financement Tiers investisseur

<i>En Milliers d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	<b>Total</b>
<b>30 juin 2013</b>				
Paievements au titre de la location	8 415	30 042	989	<b>39 446</b>
Charges financières	(1 927)	(3 370)	(17)	<b>(5 314)</b>
<b>Valeur actuelle nette de la dette de location-financement</b>	<b>6 488</b>	<b>26 672</b>	<b>972</b>	<b>34 132</b>
<b>31 décembre 2012</b>				
Paievements au titre de la location	8 006	30 919	2 351	<b>41 276</b>
Charges financières	(2 047)	(4 051)	(60)	<b>(6 159)</b>
<b>Valeur actuelle nette de la dette de location-financement</b>	<b>5 959</b>	<b>26 867</b>	<b>2 291</b>	<b>35 117</b>

## 7. Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants, relatifs à des produits constatés d'avance, incluent pour € 1 348 milliers et € 1 339 milliers respectivement au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, les revenus différés pour la partie des cessions bail en excès du prix de revient. Ces revenus différés sont lissés sur la durée d'amortissement du matériel correspondant, soit 8 ans.

## 8. Fournisseurs et autres passifs courants

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>31-déc-12</b>
<b>Fournisseurs</b>	<b>4 998</b>	<b>5 481</b>
Dettes fiscales et sociales (1)	5 598	5 792
Produits constatés d'avance	2 314	2 048
Autres dettes (2)	3 180	2 461
<b>Autres passifs courants</b>	<b>11 092</b>	<b>10 301</b>

(1) Les dettes fiscales recouvrent de la tva à hauteur de € 4 660 milliers et € 4 405 milliers respectivement au 31 décembre 2012 et 30 juin 2013.

(2) Les autres dettes concernent des avoirs à établir auprès des clients pour respectivement € 1 339 milliers et € 1 200 milliers au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012.

## 9. Autres achats et charges externes

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>30-juin-12</b>
Contribution au financement - Tiers Collecteurs	(4 447)	(3 337)
Achats de sous traitance	(677)	(254)
Achats de fournitures non stockées	(350)	(278)
Location et charges locatives	(306)	(115)
Autres services extérieurs	(1 665)	(1 413)
<b>Total</b>	<b>(7 445)</b>	<b>(5 396)</b>

Les autres services extérieurs sont principalement composés d'honoraires, de frais de transport et de déplacement.

## 10. Résultat financier

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>30-juin-12</b>
(-) Coût de l'endettement financier brut	(1 282)	(1 450)
Intérêts incorporés dans le coût des actifs		
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 282)</b>	<b>(1 450)</b>
(-) Autres charges financières	(3)	(8)
Autres produits financiers	54	19
<b>Total produits et charges financières</b>	<b>(1 231)</b>	<b>(1 439)</b>

## 11. Impôt sur les résultats

### Détail de l'impôt sur les résultats

Au 30 juin 2013, la charge d'impôt est déterminée en utilisant le taux d'impôt effectif estimé à fin décembre 2013, soit par hypothèse, un taux identique à celui constaté au 31 décembre 2012, 40,3%. La charge d'impôt pour le premier semestre s'élève ainsi à € 660 milliers et s'analyse comme suit :

<i>En Milliers d'euros</i>	<b>30-juin-13</b>	<b>30-juin-12</b>
Impôts courants	(772)	(245)
Impôts différés	112	(275)
<b>Total impôts sur les résultats</b>	<b>(660)</b>	<b>(519)</b>

Il convient de noter que le crédit d'impôt recherche, d'un montant de € 126 milliers au 30 juin 2013 (incluant € 66 milliers de régularisation au titre de l'exercice 2012) et € 30 milliers au 30 juin 2012, est reclassé en diminution des charges de personnel et que la charge de CVAE estimée, d'un montant de € 200 milliers au 30 juin 2013 et € 214 milliers en 2012, est reclassée de la ligne « Impôts et taxes » vers la rubrique impôt courant.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi, d'un montant de € 32 milliers au 30 juin 2013 vient également en diminution des charges de personnel.

## **Note 7. Informations relatives à la juste valeur des actifs et passifs financiers**

Les principales méthodes et hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers sont décrites ci-dessous :

### **Prêts et créances**

YMAGIS considère que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, ainsi que des divers dépôts et cautionnements, est une bonne estimation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

Les créances commerciales, dont l'échéance est supérieure à 12 mois et ne portant pas intérêt, sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur juste valeur par le compte de résultat.

### **Actifs à la juste valeur**

Le Groupe ne détient que des valeurs mobilières de placement. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur juste valeur par le compte de résultat.

### **Passifs financiers au coût amorti**

Pour les dettes fournisseurs, le Groupe considère également que la valeur comptable est une bonne estimation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à leur juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des passifs financiers au coût amorti est calculée par référence au taux de financement applicable à la clôture de l'exercice. Au 30 juin 2013, les taux appliqués sont de 5,33% (contre 5,40% au 31 décembre 2012) pour les dettes à long terme et de 3,69% (contre 5,70% au 31 décembre 2012) sur les contrats de location financière.

GRUPE YMAGIS – RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 juin 2013

	classification selon IAS 39			30/06/2013				
<i>En Milliers d'euros</i>	Prêts et Créances	Actif à la juste valeur par résultat	Passif au coûts amortis	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 (*)	Niveau 2 (**)	Niveau 3 (***)
<b>Actifs financiers non courants</b>	✓			<b>1 295</b>	<b>1 295</b>			
Clients	✓			16 291	16 291			
Autres actifs courants	✓			9 593	9 593			
Actifs financiers courants	✓			-	-			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		✓		11 431	11 431	11 431		
<b>Actifs courants</b>				<b>37 315</b>	<b>37 315</b>			
<b>Total Actifs</b>				<b>38 611</b>	<b>38 611</b>			
Interets à payer sur emprunt obligataire			✓	-	-			
Lignes de crédit			✓	1 171	2 255			
Autres emprunt bancaires			✓	6 749	6 749			
Contrats de location financières			✓	34 132	36 446			
Comptes courants actionnaires			✓	108	108			
Fournisseurs			✓	5 482	5 482			
Dettes d'impôt sur les sociétés			✓	417	417			
Autres passifs courants			✓	11 134	11 134			
<b>Total Passif</b>				<b>59 193</b>	<b>62 592</b>	-	-	-

	classification selon IAS 39			31/12/2012				
<i>En Milliers d'euros</i>	Prêts et Créances	Actif à la juste valeur par résultat	Passif au coûts amortis	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 (*)	Niveau 2 (**)	Niveau 3 (***)
<b>Actifs financiers non courants</b>	✓			<b>1 014</b>	<b>1 014</b>			
Clients	✓			11 910	11 910			
Autres actifs courants	✓			6 745	6 713			
Actifs financiers courants	✓			145	145			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		✓		5 167	5 167	5 167		
<b>Actifs courants</b>				<b>23 967</b>	<b>23 935</b>	<b>5 167</b>		-
<b>Total Actifs</b>				<b>24 981</b>	<b>24 949</b>	<b>5 167</b>	-	-
Interets à payer sur emprunt obligataire			✓	2 164	2 264			
Lignes de crédit			✓	1 113	2 243			
Autres emprunt bancaires			✓	4 872	4 872			
Contrats de location financières			✓	35 309	36 118			
Comptes courants actionnaires			✓	108	108			
Fournisseurs			✓	5 481	5 481			
Dettes d'impôt sur les sociétés			✓	379	379			
Autres passifs courants			✓	8 169	8 169			
<b>Total Passif</b>				<b>57 595</b>	<b>59 635</b>	-	-	-



## Note 8. Informations complémentaires

### 1. Gestion des risques

L'exposition du Groupe aux principaux risques n'a pas évolué de façon significative sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013. Ces risques sont décrits dans la note 8 des comptes consolidés 2012.

### 2. Engagements financiers et passifs éventuels

Les engagements financiers du Groupe n'ont pas connu d'évolution significative durant le semestre à l'exception des éléments suivants :

#### Engagement donnés et reçus au titre du financement des équipements

L'engagement net au titre du financement des équipements se décompose entre les engagements pris dans le modèle Tiers Collecteur vis-à-vis des exploitants lorsque ces derniers acquièrent le matériel directement et cède le droit de percevoir le VPF à YMAGIS en échange d'une contribution à leur financement, (engagement donné) et les loyers facturés aux exploitants dans le modèle Tiers Investisseurs dans le cadre de leur contribution aux financements portés par YMAGIS (engagement reçu).

- Paiements restant dus aux exploitants sous condition (modèle Tiers collecteur)

<i>En Milliers d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	<b>Total</b>
<b>30 juin 2013</b>	9 066	37 109	3 001	<b>49 177</b>
<b>31 décembre 2012</b>	7 938	27 132	11 082	<b>46 152</b>

- Contribution exploitants restant à percevoir (modèle Tiers Investisseur)

#### Contribution exploitants restant à recevoir (modèle Tiers Investisseur)

<i>En Milliers d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	<b>Total</b>
<b>30 juin 2013</b>	149	404	4 280	<b>4 833</b>
<b>31 décembre 2012</b>	149	474	4 285	<b>4 908</b>

Par ailleurs, comme indiqué en note 6, les paiements restant dus aux organismes de crédit-bail (modèle Tiers Investisseur) comptabilisés en dette financière pour le montant du capital restant dû représentent :

<i>En Milliers d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	<b>Total</b>
<b>30 juin 2013</b>	8 415	30 042	989	<b>39 446</b>
<b>31 décembre 2012</b>	8 006	30 919	2 351	<b>41 276</b>

Compte tenu de leur mutualisation et dans l'hypothèse d'une période de collection du VPF de 10 ans, dans la mesure où la société ne peut estimer à ce jour la date de fin de perception du VPF pour certains distributeurs liée à la date de Cost Recoupment, les produits issus des VPF devraient permettre de couvrir les engagements donnés aux exploitants des salles et aux crédits bailleurs.

### Engagements reçus au titre de l'infogérance

Les exploitants sous contrat VPF avec YMAGIS se sont engagés vis-à-vis du Groupe dans des contrats d'infogérance des installations concernées pour les montants suivants :

<i>En Milliers d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	<b>Total</b>
<b>30 juin 2013</b>	2 860	11 439	10 631	<b>24 931</b>
<b>31 décembre 2012</b>	2 942	12 368	12 753	<b>28 063</b>

### 3. Transaction avec les parties liées

Les relations entre le Groupe et les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 sont restées comparables à celles de l'exercice 2012. Aucune transaction inhabituelle significative, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de ce semestre. Par ailleurs, les principes de rémunérations de la Direction n'ont pas fait l'objet de changement notable au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

### 4. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à rapporter à la date des présentes.

**IV. Rapport des Commissaires aux comptes**

# Rapport des Commissaires aux Comptes

## sur l'information financière semestrielle 2013

### **Ymagis**

Société anonyme  
au capital de 1 623 833 €  
106-108, rue La Boétie  
75008 Paris

### **Grant Thornton**

100, rue de Courcelles  
75017 Paris

### **Vachon et Associés**

54, rue de Clichy  
75009 Paris

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013

## YMAGIS

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société YMAGIS relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1 Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2 Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris, le 30 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton International**

**Vachon et Associés**

Laurent Bouby  
Associé

Bertrand Vachon  
Associé Gérant